

L'école française est face à un redoutable triple défi

« *Aller sans faille au bout de sa parole* »

Antoine de Saint-Exupéry

Les vieux démons sont de retour

J'ai déjà raconté¹, la leçon qu'avait tiré d'un séjour en France de deux semaines, un groupe de directeurs de commissions scolaires québécoises venus savoir ce qu'il était possible de faire dans un système scolaire centralisé comme le nôtre et qui ne le serait pas dans le leur décentralisé². Après avoir séjourné à Paris puis visité écoles, collèges, lycées, inspections académiques et rectorats de deux académies de province, ils en avaient finalement retenu que dans notre pays nous laissons « les parents d'élèves sur le paillason ! ». Cet intrigant constat m'avait conduit à regarder la situation dans différents pays afin de comprendre la singularité du nôtre, fier du mur historique maintenu entre familles et communauté pédagogique. Rien à envier au mur de Berlin ! En mars dernier, le transfert de l'école au sein des familles a inversé pendant deux mois la situation. Les enseignants ont découvert le paillason devenu libre, mais ont souvent été invités à ne pas y demeurer. Ainsi se sont nouées peu à peu de timides alliances pédagogiques dont je me suis réjoui dans mes chroniques³ ; ce fut l'un des effets positifs de la Covid-19. Le déconfinement, puis les vacances apprenantes et enfin la rentrée dite « *normale* » n'ont pas modifié cela, du moins de façon visible. En fait, le mur de Berlin n'était pas tombé, il était encore présent dans les têtes. Le diable sait se cacher et attendre. Son heure est venue de façon inattendue et dramatique il y a peu. Jusque-là, après les alliances nouées pendant le confinement autour des apprentissages des élèves, il était difficile aux statuologues de réclamer que soit érigé à nouveau un mur infamant ; celui érigé aux USA par le « *fou orangé*⁴ » qui vient, enfin, d'être dégagé suffit !

¹ Alain Bouvier (2019) : **Propos iconoclastes sur le système éducatif français**, collection Au fil du débat, Paris, Berger-Levrault.

² En fait, nous dirions « déconcentré » dans notre jargon hexagonal.

³ Librement accessibles sur les sites d'Horizons publics : <https://www.horizonspublics.fr/> de la Mission laïque française, <https://www.mlfmonde.org/> ; d'Éducation & Devenir, <https://www.educationetdevenir.net/> de l'association vAide aux Profs <https://www.apresprof.org/blog-de-apres-prof/> sur LinkedIn et sur plusieurs sites francophones

⁴ Formule empruntée à une parente

V₁

L'occasion que j'évoque fut offerte aux statuologues par le terrible acte barbare du mois dernier et avec lui la mise au premier plan de l'enseignement de la laïcité. Malgré les discours officiels, sont cachées les difficultés que rencontrent certains professeurs⁵ pour enseigner des contenus prévus dans les programmes, aussi classiques et variés que *Madame Bovary*, l'évolution des espèces, de multiples questions sensibles en histoire (leur nombre augmente sans cesse), en sciences de la vie et la terre, en éducation physique et sportive, en musique ou même en géographie. Dans nos établissements l'autocensure fonctionne à plein et le silence règne. Le terrible drame évoqué a fourni aux statuologues et à une partie du ventre mou l'occasion qu'ils attendaient. On a vite entendu : « ce n'est pas aux parents de décider ce qu'il faut enseigner, c'est aux enseignants ». En fait c'est faux puisque dans notre pays ultra centralisé, les pouvoirs publics nationaux fixent les programmes, les horaires, les examens. Mais de tels propos font mouche, chacun se gargarisant avec ce qu'il peut, et on retrouve vite du « classique de chez classique » un temps oublié ! En utilisant de vieux slogans appréciés par beaucoup d'enseignants⁶, les statuologues jouent à faire semblant de parler d'enseignement, curieusement appuyés par des élus de différents bords politiques, de François Bayrou (ancien ministre de l'Éducation nationale) à Jean-Luc Mélenchon (ancien ministre délégué à l'enseignement professionnel). Le message affligeant de certains enseignants qui s'expriment dans les médias est clair et désespérant : « remettons les parents à leur place ! ». « Je ne peux pas les laisser entrer dans mon enseignement. (...) Je suis formé pour. Je n'ai pas à justifier chacune de mes décisions », même si c'est le quotidien aujourd'hui des médecins généralistes, eux formés à Bac+8 ! Il ne faut donc pas s'étonner que les parents d'élèves n'aient pas été invités le 2 novembre à participer à l'hommage rendu à Samuel Paty, ni les élus locaux non plus d'ailleurs, c'est une certaine conception de notre République qui se manifeste là ! Tout le monde a peur de tout le monde et défend ce qu'il croit être son pré carré, son petit territoire, donnant une consternante image de l'École de la République ! Le nouveau confinement qui vient de commencer, dont on ignore la durée, l'intensité et comment, plus tard, on en sortira, redéplace un peu le curseur en direction des parents, mais un peu seulement. Les vieux démons sont vite revenus ! Faut-il s'en étonner ? Sans doute pas. Le regretter ? Oui, certainement.

Déjà quatre leçons à tirer

D'abord, il est clair que nous avons raté le déconfinement de mai-juin malgré ses deux phases distinctes. Il est donc impératif d'en tirer des leçons afin de réussir le prochain, difficile à imaginer avant la rentrée de janvier 2021... si tout va bien. En fait, il n'y a toujours rien de « normal » en vue, sauf dans les discours ministériels bien sûr. Le professeur

⁵ Le phénomène est mondial ou presque. Cf le N° 77 de la Revue internationale d'éducation de Sèvres, **Les conflits de vérité à l'école**, avril 2018

⁶ Cf un numéro prémonitoire : **Parent « gêneurs » ou « acteurs », La place difficile des parents dans l'école** Administration & éducation (2017,) N°1.

V₁

Delfraissy⁷ insiste non seulement sur la possibilité d'une troisième vague à venir mais sur d'autres encore, tant que le vaccin ne sera pas là et très largement déployé, au mieux fin 2021. On doit donc s'attendre à d'autres confinements plus ou moins géographiquement étendus et sur des périodes de durées variables impossibles à prévoir. Notre système éducatif devrait donc se préparer à gérer les conséquences de ces vagues successives et rapprochées alors que, temple de l'immobilisme, il est par nature plutôt statique. Or nous sommes déjà dans la cinquième période depuis février dernier et la sixième se dessine. Ces changements à répétitions tous les deux mois constituent une véritable *révolution* culturelle. Le terme n'est pas trop fort d'autant plus – c'est souvent le cas des révolutions – que personne n'y était préparé. Une nécessaire et inhabituelle flexibilité va demander beaucoup d'apprentissages collectifs aux professionnels. Après un travail traditionnellement rythmé en trimestres qui se ressemblent beaucoup les uns aux autres, nous découvrons le charme discret des *bimestres* dissemblables ! Nous sommes donc dans un tout autre univers.

Ensuite, l'exemple de la Belgique nous permet d'imaginer les évolutions à venir chez nous à très court terme car la terrible 2^e vague y a précédé la nôtre. Ce pays a le plus de contaminés ramenés à sa population. La courbe des décès pour 100 000 habitants en Europe donne le classement suivant : Espagne, Royaume Uni, Italie et France. Pour une fois nous sommes heureux de ne pas figurer en tête d'un classement international ! Mais selon Jérôme Salomon⁸, avec déjà 1,8 million de personnes touchées, la France est le pays d'Europe qui compte le plus grand nombre de cas, formant avec l'Espagne et le Royaume-Uni ce que l'on peut nommer le triste « club des millionnaires ». Chez nous, le récent couvre-feu fut une demi-mesure trop tardive et peu efficace. De plus, comme de nombreux autres médecins, Djillali Annane, chef d'un service de médecine intense, considère qu'il ne fallait pas ouvrir les lycées et les collèges comme nous le fîmes le 2 novembre car « on est en train de vivre quelque chose de pire qu'en mars 2020 ». Nous allons voir la suite ! Préparer l'avenir avec un peu d'assurance supposerait que nous soyons éclairés par les experts de la santé ; mais auxquels se fier puisqu'ils se contredisent allègrement entre eux sur les réseaux sociaux et plus encore sur les plateaux de télévision. Édouard Philippe, un peu ironique - ce qui ne déplaît pas au *mocking bird* que je suis - déclarait même : « Ceux que j'ai vus dans mon bureau étaient des exemples de précision et d'humilité. Les mêmes sur des plateaux prenaient les travers les plus terribles en exprimant des jugements définitifs. (...) La grâce des chaînes d'info en continu peut transformer n'importe quel modéré en maximaliste ». *Idem* avec les réseaux sociaux et leur course aux plus folles *fake news*, le dernier sport à la mode. Alors à qui se fier pour préparer les mois qui viennent puisqu'il faudra bien prendre des décisions ?

Mais aussi le confinement a eu un effet sociétal inattendu, celui de la découverte, par beaucoup de personnes en activité, de l'attrait des villes moyennes et de la proximité⁹ au détriment de Paris et des métropoles. Les agences immobilières n'arrivent pas à répondre aux

⁷ Président du Conseil scientifique.

⁸ Directeur général de la santé

⁹ Cf. Jean-Yves Gouttebel, (2020) : **Éloge de la proximité. Au service des territoires**, Paris, Ramsay.

V₁

demandes d'acquisition ou de location. Avec le montant de la vente de leur résidence dans des onéreuses métropoles, les acquéreurs venus des grandes villes peuvent couvrir tous les frais occasionnés par leur déménagement, les travaux d'installation et bénéficier d'au moins une pièce de plus pour le télétravail et l'enseignement à distance. Ce point est même devenu un argument commercial non négligeable. Certes, rien ne dit que cet effet sera durable, nous verrons.

Enfin, si certains parents se déclarent heureux de pouvoir renvoyer leurs enfants à la « *garderie-école* » et le disent sur les médias presque en ces termes, en revanche une minorité d'entre eux a trouvé un tout autre équilibre assurant l'école à la maison. Comment distinguer les familles (souvent des bobos) qui veulent seulement une éducation différente pour leurs enfants dans le respect des programmes, de ceux qui veulent les écarter de ce que nous nommons une éducation républicaine et des contenus de nos enseignements ? Pas simple ! Le problème ne sera pas facile à régler par voie législative : les parents concernés sont aussi des électeurs ! De plus, les recours en conseil d'État, voire en conseil constitutionnel, seront nombreux. Actuellement, ce n'est pas l'école qui est obligatoire mais l'éducation. Or l'école n'anticipe pas les évolutions sociétales, elle ne sait pas le faire, et elle en est tributaire. Au mieux, elle les accompagne car il lui est impossible de les prendre à rebours très longtemps.

Nous sommes dans l'ère du pilotage pédagogique par les règles sanitaires

Cette affirmation peut surprendre, mais c'est un fait patent. Important d'abord les « bulles de sécurité » (nos administrateurs sont de grands poètes !), l'organisation des récréations de façons différenciées et surtout celle de la cantine, le point le plus délicat, où la distanciation physique s'y avère impossible dans beaucoup de cas, surtout dans les gros lycées et certains collèges. Les déclarations officielles se succèdent les unes aux autres et, jusqu'à un passé très récent, elles répètent la même chose ! Cela me rappelle : « Encore des mots, toujours des mots, les mêmes mots, rien que des mots » que chantait Dalida à Alain Delon ! Dans la période commencée le 2 novembre, sont ouverts en présentiel écoles, collèges et lycées. *Dixit* le ministre jusqu'au 3 novembre, l'enseignement à distance n'est pas exclu en lycée mais seulement à titre exceptionnel, alors que les universités sont fermées. Je reviendrai sur cette situation surprenante.

Le pilotage par les règles sanitaires, pour indispensable qu'il soit, dispense-t-il pour autant d'être complété par de l'ingénierie pédagogique orientée sur les apprentissages des élèves et leurs évaluations ? Surement pas ! À quoi jouent les parties prenantes : tutelle étatique des établissements, collectivités territoriales, communautés pédagogiques et parents d'élèves ? Et les élèves dans tout cela ? Partie négligeable face à d'autres enjeux ? Je note, pour illustrer ce point, que depuis plusieurs mois le *Café pédagogique* est envahi par les règles sanitaires et que, contrairement à son nom, il n'évoque jamais la moindre question pédagogique, sauf lorsqu'il y a des évaluations à commenter. Ce qu'il ne faut pas faire pour

plaire aux statuologues qui s'ennuient ! Heureusement pour eux des syndicats viennent de lancer une première « grève sanitaire » ; on n'arrête pas le progrès !

Comment éviter les décrochages d'élèves et les inégalités ?

Les problèmes scolaires apparus dès le premier confinement : risques de décrochages (oui, je sais, ce n'est pas le terme qui convient, disent les statuologues !) et accroissements des inégalités n'ont pas été résolus et sont toujours là, bien présents et menaçants. Le chiffre officiel des décrocheurs de l'époque en présentant une moyenne nationale tous lieux et tous établissements confondus était là pour étouffer les craintes. Ces jours-ci, pouvant enfin parler, une enseignante expliquait que durant le premier confinement 40% de sa classe, au mieux, se connectait sur la plateforme de son collègue et nous savons qu'il y avait pire encore en LP. Depuis ce premier confinement, la parole, même officielle, bouge : des chiffres outragés ! des chiffres brisés ! des chiffres martyrisés ! mais des chiffres libérés ! Ils voudraient désormais servir à justifier la *gestion* (le terme est-il adapté ? Pas sûr !) encore plus hasardeuse du deuxième confinement. Je dis bien « deuxième » et non pas « second », puisque les experts sont certains que d'autres suivront. Il est déjà sûr que la deuxième vague sera plus meurtrière que la première, comme le montrent la Belgique et le Québec. Et si la série de vagues continue, que seront les suivantes ? La continuité pédagogique a été très partiellement assurée (euphémisme !) et durant ce deuxième confinement le sera-t-elle alors qu'elle démarre dans le chaos ? En cas de fermetures de classes ou d'établissements, certes en petit nombre mais qui seront inévitables, tout reposera sur l'improvisation des professeurs les plus engagés, comme en mars dernier. Ne sommes-nous pas capables d'apprendre collectivement de nos expériences, de nos erreurs et de nous préparer en conséquence ? C'est lamentable !

Il s'agit peu à peu d'imaginer l'école du XXI^e siècle, différente de celle du XIX^e devenue depuis cinquante ans de plus en plus inadaptée, même s'il est de bon ton de le taire dans le milieu pédagogique français qui vit l'œil rivé sur le rétroviseur. Le milieu pédagogique ressent ce besoin, mais il se refuse à l'exprimer collectivement et il ne cherche pas à préparer ces évolutions considérables. Il préfère se préparer à subir. Il ne s'agit ni de voir l'école comme une garderie géante, même si de nombreux parents la considèrent ainsi, ni comme un simple service parmi d'autres ajoutant un peu d'apprentissages à la précieuse garderie. Évidemment, la fonction enseignement peut, avec plus ou moins de bonheur, être assurée ailleurs qu'à l'école - la crise de la Covid-19 l'a montré, -mais, en raison du nombre d'élèves, du manque de lieux et de personnels, ce serait plus difficile pour la fonction garderie. C'est donc elle qui sauve l'école.

De légitimes questions encore en suspens

Le distanciel est là ; il marche cahin-caha, les produits de l'Éducation nationale n'étant pas les plus performants du marché ! Il a été utilisé à partir du mois de mars et, peu à peu va

V₁

l'être davantage. Après les cafouillements du début, les différents acteurs, élèves, professeurs et parents s'en sont emparé avec une facilité grandissante. Comme on dit couramment, il est devenu incontournable, *a minima* une « variable d'ajustement ». Pourtant il n'est pas accueilli avec un grand plaisir, au contraire même, il fait peur à tous ou presque. Aux enseignants qui le maîtrisent mal (certains pas du tout) et redoutent un changement de métier qu'il semble annoncer. Au ministre qui craint de voir atténuer le pouvoir qu'il exerce sur le terrain à travers sa puissante technocratie et grâce aux normes qu'il impose et ne cesse de déverser par circulaires. Aux syndicats qui voient s'atténuer la force de leurs armes favorites : les assemblées générales, la salle des professeurs, la préparation collective de délégations, de banderoles, de manifestations et de grèves (cela occupe !). Aux parents qui comprennent que dans le futur leur rôle pédagogique sera plus important que jadis et qu'ils devront l'assumer. Aux collectivités territoriales qui ont à veiller aux coûteux équipements et à leur bon fonctionnement. Enfin (*last but not least*) aux élèves qui, passé le premier moment d'euphorie créé par la découverte d'une inhabituelle autonomie pendant le premier confinement, comprennent l'importance du travail individuel qu'ils auront à produire et qui sera finement évalué. Comment dépasser ces peurs plus ou moins légitimes ? Peut-être en faisant de tout cela un objet de travail collectif, en présentiel et à distance, car on forme comme on s'est formé nous dit le « principe d'isomorphisme ».

Alors que les universités (dont les IUT en leur sein), à la stupéfaction de la Conférence des présidents d'universités, sont fermées sauf pour certains TP, le post bac en lycée continue (85 000 élèves en classes préparatoires¹⁰ et 260 000 en BTS), sans que soit apporté le moindre argument justifiant cette différence de traitement, avec pour résultat que les étudiants les plus fragiles sont les moins encadrés. Pourquoi ce choix surprenant ? On sait que le pur distanciel n'est pas la meilleure des pédagogies et surtout pas pour tous, même si elle convient très bien à une minorité. Le paradoxe va plus loin : pendant le premier confinement les élèves des classes préparatoires s'étaient bien adaptés au distanciel : le taux de satisfaction de 67% est remarquable pour quelque chose de totalement improvisé ! On note encore que 80% d'entre eux disposaient d'un espace de travail, pour seulement 55% des étudiants à l'université. Alors, pourquoi une telle décision ? Redoute-t-on que les élèves en postbac au lycée décrochent ? Non, bien sûr, aucun risque. Alors, quelle est la raison ? Sans présentiel, craint-on de voir baisser de beaucoup les nombreuses heures supplémentaires grassement payées aux professeurs de classes préparatoires ? Leur puissant *lobby* s'est-il agité ? J'ai sûrement mauvais esprit !

Fin octobre, le ministre a suggéré aux lycées de pratiquer la « classe unique » : une salle est affectée à une classe et une seule ; ce sont les enseignants qui se déplacent. Sans être sorti de Saint-Cyr, on devine que cela n'est possible que là où il y a plus de salles que de classes ! La réforme du lycée avec la multiplication des groupes rend l'exercice dément ! Un

¹⁰ Le président de l'association des proviseurs des lycées ayant des classes préparatoires plaide pour que les cours magistraux se fassent à distance.

V₁

délai jusqu'au 9 novembre avait été accordé aux proviseurs pour trouver une organisation satisfaisante. Comme nous allons le voir, après la rentrée du 2 novembre cette volonté ministérielle n'aura tenu que 3 jours !

Trop c'est trop, je n'arrive plus à suivre !

Depuis mars derniers, les improvisations ministérielles successives sont un encouragement permanent à la non-préparation. Le pragmatisme a peut-être du bon, mais le réalisme est bien meilleur, sans oublier les besoins de prospective, les grands absents de cette déjà longue période de neuf mois. En termes de méthode et de pédagogie, aurons-nous enfin, début janvier, une esquisse de rentrée « normale » ? Rien n'est moins sûr.

La semaine qui vient de s'écouler est incroyable, édifiante sur le pilotage, peu rassurante pour l'avenir, décourageante pour les équipes et épuisante pour tous, cadres, CPE et enseignants. Jugez-en. Les personnels et les partenaires de l'école sont partis en vacances d'automne le vendredi soir sur la base des dernières consignes sanitaires communiquées la veille par le ministère, les écoles, collèges et lycées devant être ouverts lors de la rentrée du 2 novembre. Pendant les vacances scolaires, quasi silence radio général et, comme précédemment (c'est un *leitmotiv* depuis 9 mois), rien n'a été préparé malgré la tourmente.

- Le vendredi 30 octobre circula l'information que finalement la rentrée se ferait le lundi à 8 heures et selon un protocole d'accueil des élèves différent de celui discuté avec les syndicats et les élus qui l'avaient approuvé. Les enseignants l'apprirent par mail.
- le samedi 31 octobre, dans une visio conférence avec les recteurs, le ministre confirma qu'en raison du terrible drame de fin octobre, la rentrée du lundi 2 novembre prévue à 8 heures était reportée à 10 heures, sans changement des règles sanitaires, mais assortie d'une proposition pour l'accueil des élèves qui avait été négociée avec les syndicats et les élus locaux. Tous les établissements devaient s'y conformer. Le même jour, vers 17 heures, il le confirma aux chefs d'établissements par une lettre envoyée par mail. Le SNPDEN, syndicat majoritaire chez les chefs d'établissements, dénonça alors le « casse-tête organisationnel » qu'ils avaient à mettre en place en 2 jours (samedi et dimanche de la Toussaint !), avant la rentrée du 2 novembre, alors qu'un emploi du temps d'un gros lycée nécessite parfois 3 semaines de travail en temps ordinaire si l'on veut qu'il soit peaufiné et satisfasse tout le monde ou presque. Là, ce n'était clairement pas le but !
- le dimanche 1^{er} novembre on apprit que finalement la rentrée du 2 se ferait à 8 heures, sauf dans le collège de Samuel Paty, selon un protocole différent et sans les élus locaux.

V₁

- la rentrée se fit le 2 novembre comme prévu la veille (on n'arrête pas le progrès !) et dans la journée, le ministre confirma une nouvelle fois aux médias (parole, parole...) sa position sur les règles sanitaires.
- le 3 novembre, quelques établissements, en tout petit nombre, furent l'objet de blocages par des élèves et on vit même quelques grèves d'enseignants en raison des règles sanitaires. Des lycées prirent sur eux, contre l'avis de leur DASEN mais avec l'appui des parents d'élèves, d'organiser l'enseignement par demi-groupes, en préparant un emploi du temps précisant le distanciel. Jusque-là vous suivez ? Alors attention, la nouvelle volte-face arrive !
- le 4 novembre, le ministre fit soudainement une déclaration selon laquelle il acceptait pour les lycées que seulement 50% de l'enseignement puisse se faire en présentiel et il encouragea le principe des demi-groupes, avec quatre ou cinq possibilités différentes envisageables, l'établissement décidant celle qu'il choisissait.
- le 5 novembre dans un long message aux enseignants et dans un autre envoyé à 19 heures aux proviseurs, le ministre le confirma et le justifia en raison de la situation qu'il trouvait « complexe » ! Je rêve ? Avec sa longue expérience professionnelle, il l'a seulement découvert le 4 novembre ? La période précédente et les vacances ont servi à quoi ? C'est à se demander qui l'entoure ! Peut-être écoute-t-il personne, cela arrive à certains ministres. Sous les multiples pressions, dont celles des élèves¹¹, Jean-Michel Blanquer suggéra une nouvelle organisation, par demi-groupes, la moitié du temps scolaire étant assurée à distance. Entre nous, vous en conviendrez, cette consigne aurait gagnée à être donnée au début des vacances de la Toussaint afin que la rentrée du 2 novembre soit préparée et se fasse sur cette base ; cela aurait atténué le sentiment de pagaille, de chaos et d'improvisation !
- le 6 novembre, Valérie Pécresse expliquait comment pour les 465 lycées de sa Région elle allait accompagner l'enseignement hybride, selon l'expression qu'elle employa, pour une pratique qu'elle encourageait.

Jean-Michel Blanquer aura donc mis 4 jours pour faire volteface. « Il fait de la godille ! » m'écrivit un ami. Dans la presse apparaît une question naturelle : le ministre est-il encore en capacité de diriger son ministère ? A-t-il déjà la tête ailleurs¹² comme cela se dit et peut expliquer la très rapide réaction de Valérie Pécresse quand on sait les intentions politiques vis-à-vis de cette Région prêtées à Jean-Michel Blanquer par les médias ? Je gage que les jours qui viennent vont ressembler à cette folle semaine !

¹¹ Un ministre expérimenté évite de mettre les lycéens dans la rue : comme la pâte de dentifrice une fois sortie du tube, il est très difficile de les faire rentrer en classe, il faut attendre la fin des vacances suivantes et, entre temps, il se passe beaucoup de choses, plus ou moins violentes, surtout, comme c'est souvent le cas, s'ils sont rejoints par des professeurs et des étudiants ; c'est un grand classique !

¹² Cela m'a rappelé un autre ministre, Xavier Darcos qui n'ayant les yeux fixés que sur Matignon qu'il visait et son cabinet étant obsédé par la chose, enchaîna les décisions misérables !

La période écoulée depuis février et cet épisode ont eu différents effets. D'une part la crise a fait bouger les statuquologues qui soudainement ont vu une solution aux problèmes des lycées dans la mise en place d'une école hybride ! Mais si, mais si !! Ils ont même affirmé avec fierté que c'était eux qui avaient obtenu cette « concession du ministre ». D'autre part on a enfin retrouvé les inspecteurs pédagogiques régionaux qui avaient disparu. Ils vont avoir à valider les « plans de continuité pédagogique » que chaque lycée doit soumettre au rectorat ; cela a déjà commencé. La difficile situation des lycées professionnels reste encore à préciser au moment où j'écris cette chronique. Avec la crise sanitaire qui continue à se développer de façon inquiétante, « le pic est devant nous » selon Jérôme Salomon, on devine que se posera très vite la question des collèges et, pourquoi pas, des écoles primaires.

Heureusement, il n'est pas interdit de s'amuser

Sacha Guitry disait qu'il est temps de prendre au sérieux les humoristes et j'ajoute encore plus ceux qui prêtent à rire involontairement ! Parmi les « bugs » du 2 novembre l'un concernait la lecture d'une lettre de Jean Jaurès dans une version diffusée par le ministère et qui avait été tronquée. Les syndicats, offusqués, y ont vu une intention maligne du pouvoir supprimant un passage déplaisant au ministre. J'ignore quelles sont les raisons de cette coupe, là n'est pas le point amusant. Les mêmes qui criaient à la censure n'ont pas fait remarquer (autocensure ?) que dans le passage incriminé figurait de la part de Jean Jaurès une invitation à pratiquer ce que nous nommons aujourd'hui le « pilotage par les résultats », honni par les statuquologues ! Jugez-en : « Mon inspection serait bientôt faite dans une école. Je ferais lire les écoliers et c'est là-dessus seulement que je jugerais le maître ». Alors, si c'est Jean Jaurès qui le dit... Aurait-il inspiré le monde anglo-saxon accusé, un siècle plus tard, d'être à l'origine de ce mode de pilotage ? Oui, il vaut mieux en rire.

N'en jetez plus, la caisse est pleine ! Tout se mélange, tout se brouille, tout génère de la confusion. « On ne pense pas assez » dirait Nietzsche, il serait donc temps de le faire.

Un seul point est certain : l'école française est face à un redoutable triple défi : sanitaire, sécuritaire et civique. Un jour peut-être l'élève et la pédagogie reprendront leur place.

Recteur Alain Bouvier

Professeur associé à l'université de Sherbrooke

12 novembre 2020